

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	53	22

N° de la séance : 33

Objet de la délibération : Direction Réseau
Envibus - Indemnisation des communes
au titre de la vente de titre de transports
Envibus - Conventions

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.138

Date de la convocation :
Le 20/09/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 26 septembre 2016

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Par délibération n°13.05 du Conseil Communautaire en date du 6 juin 2005, la C.A.S.A a adopté le principe conventionnel d'indemnisation des communes, pour la vente de titres de transport Envibus, dans le cadre de points de vente ou de sous régie de recettes.

Par différentes délibérations en 2009 et en 2010, le Conseil Communautaire a formalisé les modalités de mise en place de ces conventionnements avec les communes-membres de la C.A.S.A.

La C.A.S.A a confié aux communes le soin de vendre et/ou recharger les titres de transport Envibus, en leur mettant à disposition gracieusement l'ensemble des matériels de billettique requis pour ces prestations. Jusqu'à présent, la C.A.S.A indemnisait les communes pour cette activité à hauteur de 9 % de la recette annuelle encaissée par le point de vente ou la sous régie.

Le réseau de transport Envibus se modernise avec la mise en place :

- d'un nouveau site internet proposant de nouvelles fonctionnalités, notamment le rechargement de titres de transport, ce qui permettra aux usagers de simplifier leurs démarches ;
- de distributeurs automatiques de titres de transports « D.A.T » sur le territoire permettant aux usagers d'acheter des titres unitaires mais également de recharger leurs titres de transports.

Compte tenu de ces évolutions qui vont permettre aux usagers de faciliter l'achat et le rechargement des titres de transports, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite aujourd'hui modifier le taux d'indemnisation des communes et de le fixer à :

- 7 % de la recette annuelle encaissée sur les ventes issues des T.P.V.G (terminal point de vente général) ;
- 5 % de la recette annuelle encaissée sur les ventes issues des T.P.V.S. (terminal de point de vente simplifié).

Ainsi, il est proposé d'établir de nouvelles conventions :

- une convention avec les communes chargées de la vente et du rechargement de titres de transport et équipées d'un terminal de point de vente général ;
- une convention avec les communes chargées du rechargement de titres de transports et équipées d'un terminal de point de vente simplifié.

Ces nouvelles mesures entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les nouveaux taux d'indemnisation que les communes percevront sur les ventes issues du T.P.V.G et/ou du T.P.V.S ;
- d'approuver les deux types de conventions spécifiques en fonction de l'activité confiée à chaque commune, dont les projets sont joints en annexe ;
- de mettre en place ces nouvelles mesures au 1^{er} janvier 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6288 du budget de la régie à autonomie financière des transports Envibus.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les nouveaux taux d'indemnisation que les communes percevront sur les ventes issues du T.P.V.G et/ou du T.P.V.S ;
- d'approuver les deux types de conventions spécifiques en fonction de l'activité confiée à chaque commune, dont les projets sont joints en annexe ;
- de mettre en place ces nouvelles mesures au 1^{er} janvier 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6288 du budget de la régie à autonomie financière des transports Envibus.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 26 septembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE BIOT POUR LES
DEUX POINTS DE VENTE DE TITRES DE TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de Biot**, ayant son siège social à l'Hôtel de Ville, 8-10 route de Valbonne, 06410 BIOT, représentée par son Maire, Madame Guilaine DEBRAS, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de Biot le soin de recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures de rechargement des titres de transport.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune pour la vente des titres de transports Envibus.

La Commune accepte donc d'assurer le rechargement des titres Envibus et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

ARTICLE 2 : TERMINAL DE POINT DE VENTE SIMPLIFIE (T.P.V.S)

La Commune est équipée de deux terminaux point de vente simplifié. Ils permettent aux usagers de recharger leur carte sans contact en titres de transport, ne nécessitant pas de justificatif.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECHARGEMENT DES TITRES DE TRANSPORT

Le rechargement des titres de transport doit être assuré pendant toute la durée de l'ouverture des deux points de rechargement mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la CASA.

Le rechargement des titres de transport est uniquement effectué par carte bancaire.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du ou des mandataire(s) par son suppléant en cas d'absence (congrés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers.
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant le rechargement des titres de transports Envibus dans la Commune.

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune et automatiquement paramétré sur les terminaux de point de vente simplifié.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

L'encaissement des fonds provenant du rechargement des titres se fera automatiquement lors du paiement par carte bancaire sur le compte de dépôt de fonds du régisseur de la C.A.S.A.

Le régisseur titulaire ou son suppléant se chargera de relever les bordereaux télécollecte et les fiches de fin de service à raison d'une à deux fois par mois.

La date de collecte des bordereaux est arrêtée conjointement entre le régisseur et le mandataire.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres Envibus 5% de la recette annuelle encaissée.

Cette somme sera versée annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes
- demande écrite d'indemnisation de la part de la commune

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des rechargements effectués sur la période considérée. Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Guilaine DEBRAS

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE D'ANTIBES POUR LES
DEUX POINTS DE VENTE DE TITRES DE TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune d'Antibes**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, BP 2205, 06606 ANTIBES, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune d'Antibes le soin de recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures de rechargement des titres de transport.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune pour la vente des titres de transports Envibus.

La Commune accepte donc d'assurer le rechargement des titres de transports Envibus et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

ARTICLE 2 : TERMINAL DE POINT DE VENTE SIMPLIFIE (T.P.V.S)

La Commune est équipée de deux terminaux point de vente simplifié qui permettent aux usagers de recharger leur carte sans contact en titres de transport, ne nécessitant pas de justificatif.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECHARGEMENT DES TITRES DE TRANSPORT

Le rechargement des titres de transport doit être assuré pendant toute la durée de l'ouverture des deux points de rechargement mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la C.A.S.A.

Le rechargement des titres de transport est uniquement effectué par carte bancaire.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du ou des mandataire(s) par son suppléant en cas d'absence (congrés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers.
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant le rechargement des titres de transports Envibus dans la Commune.

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune et automatiquement paramétré sur les terminaux de point de vente simplifié.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

L'encaissement des fonds provenant du rechargement des titres se fera automatiquement lors du paiement par carte bancaire sur le compte de dépôt de fonds du régisseur de la C.A.S.A.

Le régisseur titulaire ou son suppléant se chargera de relever les bordereaux télécollecte et les fiches de fin de service à raison d'une à deux fois par mois.

La date de collecte des bordereaux est arrêtée conjointement entre le régisseur et le mandataire.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres Envibus 5% de la recette annuelle encaissée.

Cette somme sera versée annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes
- demande écrite d'indemnisation de la part de la commune

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des rechargements effectués sur la période considérée. Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Jean LEONETTI

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Député-Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET AU TITRE DE LA SOUS REGIE DE RECETTES TRANSPORT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de Villeneuve Loubet**, ayant son siège social en son Hôtel de Ville, Place de l'Hôtel de Ville, 06270 VILLENEUVE LOUBET, représentée par son Maire, Monsieur Lionnel LUCA, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de Villeneuve Loubet le soin de vendre et recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures d'approvisionnement en billetterie et de restitution de la recette à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis*.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune au titre de la vente des titres Envibus.

La Commune de Villeneuve Loubet accepte donc d'assurer la vente, le rechargement des titres Envibus, la délivrance d'abonnements et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

A ce titre, le sous-régisseur disposera d'une billetterie et d'un fonds de caisse propres.

* L'ensemble des documents délivrés par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis doit être signé par le régisseur titulaire (ou son suppléant) et le sous-régisseur communal (ou son suppléant). L'original sera conservé par le régisseur, copie sera remise au sous-régisseur.

ARTICLE 2 : APPROVISIONNEMENT ET REAPPROVISIONNEMENT

Les titres de transport sont remis à titre gratuit au sous-régisseur qui se chargera de la vente et de leur délivrance.

Les opérations d'approvisionnement effectuées par le régisseur de recettes de la C.A.S.A, à la demande du sous-régisseur (ou de son suppléant), seront formalisées par un bordereau nominatif de remise de billetterie faisant état des différents titres confiés.

La quantité de titres déposés doit être suffisante pour permettre à la Commune d'assurer toutes les ventes de titres qui lui seront demandées, entre deux réapprovisionnements ; cette quantité pourra être modifiée, d'un commun accord, entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Commune.

La Commune sera réapprovisionnée régulièrement et selon les besoins.

En cas de rupture exceptionnelle de stock, un réapprovisionnement pourra être demandé à tout moment par la Commune.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE VENTE, DE RECHARGEMENT ET DE DELIVRANCE DES TITRES DE TRANSPORT

La vente, le rechargement et la délivrance des titres de transport doivent être assurés pendant toute la durée de l'ouverture du point de vente mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la C.A.SA.

La Commune est équipée d'un terminal point de vente général (T.P.V.G) afin de créer et recharger les titres de transport.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du sous-régisseur par son suppléant en cas d'absence (congés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers ;
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant la vente et le rechargement des titres Envibus dans la Commune ;
- demander toutes pièces nécessaires à la délivrance des titres (certificat de scolarité, carte d'identité, justificatifs de domicile, photo...).

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune dans un délai suffisant pour assurer la continuité du service rendu au public. Le stock d'anciens titres sera remis au régisseur de recettes de la C.A.S.A contre remise d'un bordereau, indiquant le stock restant à l'ancien tarif et le montant des titres vendus.

L'approvisionnement en nouveaux titres sera effectué aux conditions prévues à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

Le régisseur de recettes de la C.A.S.A titulaire ou son suppléant se chargera de l'encaissement des fonds provenant de la vente, à raison d'une à deux fois par mois.

Cet encaissement se fera :

- contre remise de bordereaux nominatifs de versements d'espèces et de chèques ;
- après contrôle sur pièces du régisseur de recettes.

La date de collecte des fonds est arrêtée conjointement entre le régisseur de recettes de la C.A.S.A et le sous-régisseur.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres de transports Envibus :

- 5 % de la recette annuelle issue des ventes du T.P.V.S
- 7% de la recette annuelle issue des ventes du T.P.V.G.

Ces sommes seront versées annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes ;
- demande écrite d'indemnisation de la part de la Commune.

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

A chaque fin de service du sous-régisseur, la caisse verrouillée contenant les recettes et le stock de billetterie doivent être entreposés dans un coffre-fort.

A défaut de coffre-fort, la commune s'engage à mettre à disposition du sous-régisseur un local fermé à clé et sécurisé afin de stocker son matériel et les recettes encaissées.

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour les sommes d'argent et les quantités de tickets ou cartes conservées dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

En cas de dénonciation, la Commune s'engage à restituer, dans les deux semaines, le stock et le montant de la recette restés en sa possession. La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des ventes effectuées sur la période considérée. Le versement de

l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Lionnel LUCA

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Député-Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE VALBONNE-
SOPHIA ANTIPOLIS POUR LE POINT DE VENTE DE TITRES DE
TRANSPORT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA
ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de Valbonne-Sophia Antipolis**, ayant son siège social au 1 place de l'Hôtel de Ville, 06560 VALBONNE-SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par son Maire, Monsieur Marc DAUNIS, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de Valbonne-Sophia Antipolis le soin de recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures de rechargement des titres de transport.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune pour la vente des titres de transports Envibus.

La Commune accepte donc d'assurer le rechargement des titres Envibus et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

ARTICLE 2 : TERMINAL DE POINT DE VENTE SIMPLIFIE (T.P.V.S)

La Commune est équipée d'un terminal point de vente simplifié. Il permet aux usagers de recharger leur carte sans contact en titres de transport, ne nécessitant pas de justificatif.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECHARGEMENT DES TITRES DE TRANSPORT

Le rechargement des titres de transport doit être assuré pendant toute la durée de l'ouverture du point de rechargement mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la CASA.

Le rechargement des titres de transport est uniquement effectué par carte bancaire.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du ou des mandataire(s) par son suppléant en cas d'absence (congs, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers.
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant le rechargement des titres de transports Envibus dans la Commune.

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune et automatiquement paramétré sur le terminal de point de vente simplifié.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

L'encaissement des fonds provenant du rechargement des titres se fera automatiquement lors du paiement par carte bancaire sur le compte de dépôt de fonds du régisseur de la C.A.S.A.

Le régisseur titulaire ou son suppléant se chargera de relever les bordereaux télécollecte et les fiches de fin de service à raison d'une à deux fois par mois.

La date de collecte des bordereaux est arrêtée conjointement entre le régisseur et le mandataire.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres Envibus 5% de la recette annuelle encaissée.

Cette somme sera versée annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes
- demande écrite d'indemnisation de la part de la commune

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des rechargements effectués sur la période considérée. Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Marc DAUNIS

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Sénateur-Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE SAINT PAUL DE
VENCE POUR LE POINT DE VENTE DE TITRES DE TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA
ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de Saint-Paul-de-Vence**, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville, Place de la Mairie, 06570 SAINT-PAUL-DE-VENCE, représentée par son Maire, Monsieur Joseph LE CHAPELAIN, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de Saint-Paul-de-Vence le soin de recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures de rechargement des titres de transport.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune pour la vente des titres de transports Envibus.

La Commune accepte donc d'assurer le rechargement des titres Envibus et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

ARTICLE 2 : TERMINAL DE POINT DE VENTE SIMPLIFIE (T.P.V.S)

La Commune est équipée d'un terminal point de vente simplifié. Il permet aux usagers de recharger leur carte sans contact en titres de transport, ne nécessitant pas de justificatif.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECHARGEMENT DES TITRES DE TRANSPORT

Le rechargement des titres de transport doit être assuré pendant toute la durée de l'ouverture du point de rechargement mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la CASA.

Le rechargement des titres de transport est uniquement effectué par carte bancaire.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du ou des mandataire(s) par son suppléant en cas d'absence (congrés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers.
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant le rechargement des titres de transports Envibus dans la Commune.

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune et automatiquement paramétré sur le terminal de point de vente simplifié.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

L'encaissement des fonds provenant du rechargement des titres se fera automatiquement lors du paiement par carte bancaire sur le compte de dépôt de fonds du régisseur de la C.A.S.A.

Le régisseur titulaire ou son suppléant se chargera de relever les bordereaux télécollecte et les fiches de fin de service à raison d'une à deux fois par mois.

La date de collecte des bordereaux est arrêtée conjointement entre le régisseur et le mandataire.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres Envibus 5% de la recette annuelle encaissée.

Cette somme sera versée annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes
- demande écrite d'indemnisation de la part de la commune

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des rechargements effectués sur la période considérée. Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Joseph LE CHAPELAIN

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE ROQUEFORT LES
PINS AU TITRE DE LA SOUS REGIE DE RECETTES TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de Roquefort-Les-Pins**, ayant son siège social au 1 place Jean-Antoine Merle, 06330 ROQUEFORT LES PINS, représentée par son Maire, Monsieur Michel ROSSI, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de Roquefort-Les-Pins le soin de vendre et recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures d'approvisionnement en billetterie et de restitution de la recette à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis*.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune au titre de la vente des titres Envibus.

La Commune de Roquefort les Pins accepte donc d'assurer la vente, le rechargement des titres Envibus, la délivrance d'abonnements et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

A ce titre, le sous-régisseur disposera d'une billetterie et d'un fonds de caisse propres.

* L'ensemble des documents délivrés par la C.A.S.A doit être signé par le régisseur titulaire (ou son suppléant) et le sous-régisseur communal (ou son suppléant). L'original sera conservé par le régisseur, copie sera remise au sous-régisseur.

ARTICLE 2 : APPROVISIONNEMENT ET REAPPROVISIONNEMENT

Les titres de transport sont remis à titre gratuit au sous-régisseur qui se chargera de la vente et de leur délivrance.

Les opérations d'approvisionnement effectuées par le régisseur de recettes de la C.A.S.A, à la demande du sous-régisseur (ou de son suppléant), seront formalisées par un bordereau nominatif de remise de billetterie faisant état des différents titres confiés.

La quantité de titres déposés doit être suffisante pour permettre à la Commune d'assurer toutes les ventes de titres qui lui seront demandées, entre deux réapprovisionnements ; cette quantité pourra être modifiée, d'un commun accord, entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Commune.

La Commune sera réapprovisionnée régulièrement et selon les besoins.

En cas de rupture exceptionnelle de stock, un réapprovisionnement pourra être demandé à tout moment par la Commune.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE VENTE, DE RECHARGEMENT ET DE DELIVRANCE DES TITRES DE TRANSPORT

La vente, le rechargement et la délivrance des titres de transport doivent être assurés pendant toute la durée de l'ouverture du point de vente mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la C.A.S.A.

La Commune est équipée d'un terminal point de vente général (T.P.V.G) afin de créer et recharger les titres de transport.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du sous-régisseur par son suppléant en cas d'absence (conгés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers ;
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant la vente et le rechargement des titres Envibus dans la Commune ;
- demander toutes pièces nécessaires à la délivrance des titres (certificat de scolarité, carte d'identité, justificatifs de domicile, photo...).

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune dans un délai suffisant pour assurer la continuité du service rendu au public. Le stock d'anciens titres sera remis au régisseur de recettes de la C.A.S.A contre remise d'un bordereau, indiquant le stock restant à l'ancien tarif et le montant des titres vendus.

L'approvisionnement en nouveaux titres sera effectué aux conditions prévues à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

Le régisseur de recettes de la C.A.S.A titulaire ou son suppléant se chargera de l'encaissement des fonds provenant de la vente, à raison d'une à deux fois par mois.

Cet encaissement se fera :

- contre remise de bordereaux nominatifs de versements d'espèces et de chèques ;
- après contrôle sur pièces du régisseur de recettes.

La date de collecte des fonds est arrêtée conjointement entre le régisseur de recettes de la C.A.S.A et le sous-régisseur.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres de transports Envibus :

- 7% de la recette annuelle issue des ventes du T.P.V.G.

Ces sommes seront versées annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes ;
- demande écrite d'indemnisation de la part de la Commune.

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

A chaque fin de service du sous-régisseur, la caisse verrouillée contenant les recettes et le stock de billetterie doivent être entreposés dans un coffre-fort.

A défaut de coffre-fort, la commune s'engage à mettre à disposition du sous-régisseur un local fermé à clé et sécurisé afin de stocker son matériel et les recettes encaissées.

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour les sommes d'argent et les quantités de tickets ou cartes conservées dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

En cas de dénonciation, la Commune s'engage à restituer, dans les deux semaines, le stock et le montant de la recette restés en sa possession. La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des ventes effectuées sur la période considérée.

Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Michel ROSSI

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE LA COLLE SUR LOUP POUR LE POINT DE VENTE DE TITRES DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de la Colle sur Loup**, ayant son siège social en Mairie de la Colle sur Loup, 06480 LA COLLE SUR LOUP, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Bernard MION, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de la Colle sur Loup le soin de recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures de rechargement des titres de transport.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune pour la vente des titres de transports Envibus.

La Commune accepte donc d'assurer le rechargement des titres Envibus et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

ARTICLE 2 : TERMINAL DE POINT DE VENTE SIMPLIFIE (T.P.V.S)

La Commune est équipée d'un terminal point de vente simplifié. Il permet aux usagers de recharger leur carte sans contact en titres de transport, ne nécessitant pas de justificatif.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECHARGEMENT DES TITRES DE TRANSPORT

Le rechargement des titres de transport doit être assuré pendant toute la durée de l'ouverture du point de rechargement mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la C.A.S.A.

Le rechargement des titres de transport est uniquement effectué par carte bancaire.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du ou des mandataire(s) par son suppléant en cas d'absence (congrés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers.
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant le rechargement des titres de transports Envibus dans la Commune.

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune et automatiquement paramétré sur le terminal de point de vente simplifié.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

L'encaissement des fonds provenant du rechargement des titres se fera automatiquement lors du paiement par carte bancaire sur le compte de dépôt de fonds du régisseur de la C.A.S.A.

Le régisseur titulaire ou son suppléant se chargera de relever les bordereaux télécollecte et les fiches de fin de service à raison d'une à deux fois par mois.

La date de collecte des bordereaux est arrêtée conjointement entre le régisseur et le mandataire.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres Envibus 5% de la recette annuelle encaissée.

Cette somme sera versée annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes
- demande écrite d'indemnisation de la part de la commune

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

La C.A.S.A, quant à elle, versera une indemnité au titre des rechargements effectués sur la période considérée. Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.S.A,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Jean-Bernard MION

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Maire



CONVENTION

RELATIVE A L'INDEMNISATION DE LA COMMUNE DE CHÂTEAUNEUF
POUR LE POINT DE VENTE DE TITRES DE TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA
ANTIPOLIS

Entre les soussignées :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ayant son siège social en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Ci-après désignée « **la C.A.S.A** »,

D'une part,

La **Commune de Châteauneuf**, ayant son siège social au 4 place Clémenceau, 06740 CHÂTEAUNEUF, représentée par son Maire, Monsieur Emmanuel DELMOTTE, conformément à la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

La C.A.S.A confie à la Commune de Châteauneuf le soin de recharger les titres de transport Envibus et à ce titre l'indemnise pour cette activité.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- fixer les procédures de rechargement des titres de transport.
- définir les conditions d'indemnisation de la commune pour la vente des titres de transports Envibus.

La Commune accepte donc d'assurer le rechargement des titres Envibus et l'information aux usagers (lignes, horaires, tarifs...).

ARTICLE 2 : TERMINAL DE POINT DE VENTE SIMPLIFIE (T.P.V.S)

La Commune est équipée d'un terminal point de vente simplifié. Il permet aux usagers de recharger leur carte sans contact en titres de transport, ne nécessitant pas de justificatif.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECHARGEMENT DES TITRES DE TRANSPORT

Le rechargement des titres de transport doit être assuré pendant toute la durée de l'ouverture des deux points de rechargement mis en place par la Commune et aux tarifs en vigueur, indiqués par la CASA.

Le rechargement des titres de transport est uniquement effectué par carte bancaire.

La Commune s'engage à :

- assurer le remplacement du ou des mandataire(s) par son suppléant en cas d'absence (congrés, RTT, maladie...) afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers.
- apposer une affichette fournie par la C.A.S.A, annonçant le rechargement des titres de transports Envibus dans la Commune

ARTICLE 4 : CHANGEMENT DE TARIFICATION

Tout changement de tarification sera notifié à la Commune et automatiquement paramétré sur le terminal de point de vente simplifié.

ARTICLE 5 : ENCAISSEMENT DE LA RECETTE

L'encaissement des fonds provenant du rechargement des titres se fera automatiquement lors du paiement par carte bancaire sur le compte de dépôt de fonds du régisseur de la C.A.S.A.

Le régisseur titulaire ou son suppléant se chargera de relever les bordereaux télécollecte et les fiches de fin de service à raison d'une à deux fois par mois.

La date de collecte des bordereaux est arrêtée conjointement entre le régisseur et le mandataire.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION AU TITRE DU SERVICE RENDU

La Commune, percevra au titre de la vente des titres Envibus 5% de la recette annuelle encaissée.

Cette somme sera versée annuellement par la C.A.S.A, à terme échu, après :

- remise d'un bordereau récapitulatif annuel des recettes
- demande écrite d'indemnisation de la part de la commune

Le règlement de l'indemnité s'effectuera dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du bordereau récapitulatif et de la demande écrite.

ARTICLE 7 : SECURITE ET ASSURANCE

La Commune s'engage à contracter une assurance contre le vol auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, pour le matériel billettique conservé dans ses locaux.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature, elle est conclue pour une durée de un (1) an et renouvelée par reconduction expresse sur proposition de la C.A.S.A, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation ou la proposition de reconduction devront intervenir 2 mois avant le terme de la convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra pas donner lieu au versement d'une indemnisation pour rupture de contrat à l'une ou l'autre des parties.

La CASA, quant à elle, versera une indemnité au titre des rechargements effectués sur la période considérée. Le versement de l'indemnité s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige lors de l'exécution de la présente convention, le Tribunal Administratif de Nice sera la seule juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

Pour la C.A.SA,

Pour la Commune

Thierry OCCELLI

Emmanuel DELMOTTE

**Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Maire

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/09/2016
Numéro : CC_2016_138
Nature : DE - Deliberations
Objet : Indemnisation des communes au titre de la vente de titre de transports Envibus - Conventions
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : sNUOYJk

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/10/2016
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE

Acte reçu

Date : 26/09/2016
Numéro interne : CC_2016_138
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Indemnisation des communes au titre de la vente de titre de transports Envibus - Conventions
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 8

006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_4.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_5.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_6.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_7.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_8.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_138-DE-1-1_9.PDF